

POINTS SAILLANTS

- Insécurité alimentaire dans le nord-est
- Reprise du processus DDR dans le nord-ouest
- Revue à mi-parcours du CAP-RCA 2012

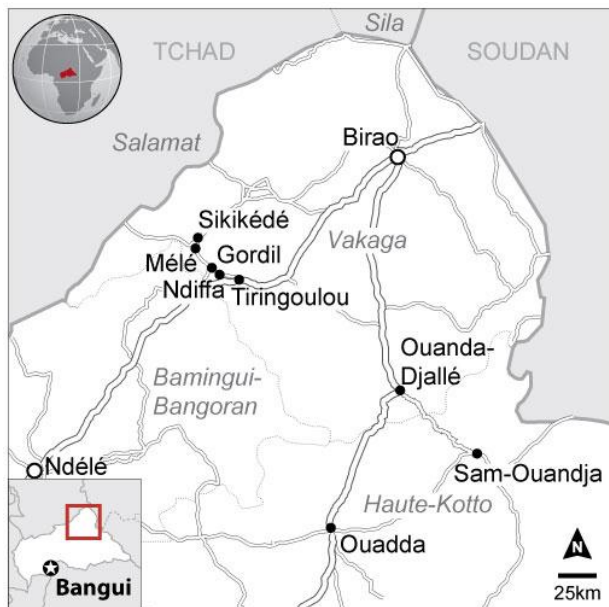
Contexteetsécurité

Dissolution de l'APRD

L'ex-rébellion de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) est dissoute depuis le 17 mai. L'annonce a été faite par Jean-Jacques Demafouth, Chef de l'ancienne rébellion, autrefois active dans le nord-ouest de la RCA. La décision de dissolution de l'APRD intervient après que ses éléments aient été désarmés et démobilisés. «Les éléments de cette faction rebelle sont désormais mis à la disposition du Gouvernement centrafricain. Ils peuvent constituer des bras pour la sécurisation du pays», a affirmé Jean-Jacques Demafouth.

Activités humanitaires/ développement

Insécurité alimentaire dans le nord-est



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Sud n'a pas encore été déterminée. Le statut final de la région d'Abeyi n'est pas encore déterminé.

Depuis le début du mois de mai, des informations alarmantes concernant la situation alimentaire de la population de l'ouest de la préfecture de la Vakaga (nord-est) ont été rapportées à la communauté humanitaire. Près de 45.000 personnes dans les villes de Gordil, Mélé, Ndifffa, Tiringoulou et Sikikédé risquent d'être sujets d'une crise alimentaire. En effet, les acteurs humanitaires intervenant dans la région, International Medical Corps (IMC), Triangle Génération Humanitaire (TGH) et Nda, font état d'une situation inquiétante. La période de soudure s'annonce particulièrement difficile, d'autant plus

avec la saison des pluies qui rendra la zone inaccessible dans peu de temps. A l'accroissement des cas de paludisme qui accompagne la saison des pluies s'ajoutent un taux de malnutrition déjà élevé chez les enfants de moins de 5 ans et des cas de rougeole. Ces trois facteurs combinés sont universellement connus comme cause d'une hausse importante de la mortalité infantile si des interventions ne sont pas rapidement engagées. Le dépistage nutritionnel (MUAC) réalisé par IMC sur 1.332 enfants à Sikikédé (soit 30% de la population infantile du village) indique en effet que 7% sont atteints de malnutrition aigüe sévère et 13% de malnutrition aigüe modérée, soit quasiment 21% de malnutrition aigüe globale, (cela représente, trois fois le seuil d'urgence standard qui est de 2%). IMC a également identifié 9 suspicions de rougeole à Sikikédé dont 6 ont été confirmés après analyse et 1 cas de décès. Une intervention humanitaire immédiate est en cours de préparation pour répondre au mieux aux besoins urgents de ces populations, tout en prenant en compte les contraintes sécuritaires et logistiques de la zone. Le Bureau des Nations Unies de la Coordination des Affaires Humanitaires (UNOCHA) facilite des consultations et discussions avec les partenaires, ONGs et agences des Nations Unies, afin de trouver des solutions logistiques et financières pour apporter une réponse médicale et nutritionnelle, avant que les pluies n'isolent la région. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) se prépare également à apporter un soutien en termes de produits non alimentaires à 350 familles parmi les plus vulnérables et à réhabiliter 6 forages et chlorer 15 puits à Sikikédé. Contactez Magali Carpy Botoulou: carpy@un.org pour plus d'informations.

Vers une cohabitation entre éleveurs tchadiens et agriculteurs en RCA ?

Du 13 au 17 mai, une concertation initiée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) entre les autorités tchadiennes et centrafricaines s'est tenue à Batangafo (nord-ouest). Cette concertation a eu pour but de mettre un terme à la situation de conflits récurrents entre éleveurs tchadiens et agriculteurs centrafricains dans la région de Batangafo. Ces confrontations ont causé le déplacement de quelques 4.000 personnes, la destruction de nombreux villages et d'importantes pertes humaines. Dans le village de Ngapalé, situé à 17 kilomètres de Batangafo, sur l'axe Batangafo-Ouandago, les délégations centrafricaines et tchadiennes ont fait le constat d'environ 80 maisons totalement détruites. A l'issue de cette concertation, une déclaration dite «Déclaration de Batangafo», engage les deux Etats à prendre des mesures qui garantissent la paix et la sécurité dans la zone.

Il s'agit, pour la partie centrafricaine de:

- Démanteler les groupes d'autodéfense armés;
- Encourager le retour des civils dans la dignité dans leurs villages d'origine;
- Réactiver le mécanisme de règlement de conflits entre éleveurs et agriculteurs;
- Garantir la sécurité des personnes et des biens sur le territoire de la RCA;

- Assurer la mise en œuvre et le suivi de ces recommandations à travers le Comité National Permanent de Concertation et de Coordination pour la Gestion des Droits des déplacés internes.

La partie tchadienne s'engage à :

- Désarmer les éleveurs armés;
- Éviter les représailles des éleveurs sur les populations civiles en privilégiant la voie de la concertation et du dialogue;
- Encourager les éleveurs à respecter les zones de pâturages;
- Communiquer l'identité des groupes transhumants aux autorités locales centrafricaines pour en assurer le bon encadrement.

Par ailleurs, la «Déclaration de Batangafo» demande à la Communauté Internationale d'appuyer le Comité National Permanent de Concertation et de Coordination pour la Gestion des Droits des déplacés internes pour leur retour et leur réintégration dans leurs villages d'origine. Pour Madame Annette Nyekan, Représentante de l'UNHCR en RCA, cette première concertation marque un pas important dans la recherche des solutions au phénomène de déplacement dans ce pays. «*Au niveau de l'UNHCR, tout notre souhait est de voir les différents engagements respectés par les deux Etats et nous sommes disposés à les y accompagner*», a-t-elle déclaré. Deux jours plus tard, deux villages ont été attaqués par des éleveurs. Par conséquent, les personnes déplacées installées dans les 3 principaux sites de la région sont réfugiées à Batangafo. Ce nouveau mouvement de population interrompt le processus de réponse des acteurs humanitaires qui prévoient des opérations dans le secteur d'eau, hygiène et assainissement afin d'améliorer les conditions de vie des personnes déplacées vivant dans les sites. Contactez Djerasse Mbaiorem: mbaiorem@unhcr.org pour plus d'informations.

Reprise du processus DDR dans le nord-ouest

Le processus du Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR) a redémarré du 5 au 19 mai 2012 à Bouca (nord-ouest), Kaga-Bandoro (centre-nord) et Kabo (nord-ouest). Le Ministère de la Défense, les leaders des groupes politico-militaires, la France, l'Union Européenne, la Banque Mondiale et la Mission de la Consolidation de la Paix en Centrafrique (MICOPAX) ont appuyé ce processus mis en œuvre par le Ministère du DDR avec le soutien opérationnel du PNUD. En tout, 1.551 ex combattants, dont 86 femmes, ont été démobilisés. Il s'agit des anciens combattants de l'APRD, de l'Union des Forces Républicaines (UFR) et du Front Démocratique du Peuple Centrafricain (FDPC). Environ 1.587 armes ont été récupérées et des activités de réinsertion essentiellement agricoles sont en cours de préparation par la Coordination Nationale pour la Réinsertion des nouveaux démobilisés. Le Comité de Pilotage du DDR, présidé par la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies, Margaret Vogt, félicite les acteurs concernés pour les efforts fournis qui ont permis au processus de franchir les étapes de vérification, de désarmement et de démobilisation définitifs des ex combattants de l'APRD, de l'UFR et du FDPC. Le Comité de Pilotage réitère sa volonté de poursuivre tous les efforts nécessaires avec les autres partenaires internationaux, pour la restauration d'une paix durable en RCA, et de poursuivre ses efforts en vue

de la mobilisation des ressources nécessaires à la finalisation du processus DDR en RCA.

La qualité des services de santé en milieu rural

Le 17 mai, le Conseil des Administrateurs de la Banque Mondiale a approuvé un financement de 28,2 millions de dollars américains pour le Projet de Renforcement des Services de Santé de Base en RCA. L'objectif de cette opération est d'améliorer la qualité des services de santé dans les zones rurales avec un accent particulier sur la santé maternelle et infantile. Ce projet, qui couvre une période de 4 ans, permettra à près de 2,5 millions de personnes vivant en milieu rural, soit la moitié de la population centrafricaine, de bénéficier de services de santé. L'accès physique et financier aux services de santé de qualité reste un grand défi pour le pays. Les indicateurs de la santé maternelle et infantile sont à des niveaux alarmants, en particulier dans les zones rurales. Environ 176 sur 1.000 nouveau-nés meurent avant l'âge de cinq ans. La stratégie du projet est articulée autour de deux axes principaux : le financement basé sur les résultats (FBR) et le renforcement de la capacité de suivi et d'évaluation. La composante FBR va financer l'achat des principaux services de santé maternelle et infantile auprès des structures de santé publiques, religieuses et non gouvernementales opérant dans le secteur rural à travers une Agence d'Achat de Performance (AAP). Cette agence contractera les postes, centres de santé ainsi que les hôpitaux au niveau régional pour offrir un ensemble de soins préventifs et curatifs de santé maternelle et infantile. La seconde composante du projet va renforcer les capacités de suivi et d'évaluation du système d'information de santé afin de le rendre plus apte à générer des données fiables et actualisées. Le FBR constitue une approche stratégique qui pourrait accroître la couverture et la qualité des services essentiels de santé dans le milieu rural en RCA.

Contactez Edmond Dingamhoudou: edingamhoudou@worldbank.org pour plus d'informations.

Coordination

Revue à mi-parcours du CAP-RCA 2012

Le 18 mai, l'atelier de la Revue à mi-parcours du Processus d'Appel Consolidé (CAP) 2012 pour la RCA s'est tenu à Bangui. Plus de 80 participants dont les représentants du Gouvernement à travers différents ministères, les représentants des bailleurs de fonds tels que le Service d'aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), ONG internationales et nationales, étaient présents à cet atelier. La stratégie humanitaire pour l'année 2012 et les plans de réponses sectoriels ont été discutés. Certains de ces plans seront révisés en conséquence. En date du 7 juin, le CAP-RCA 2012 est financé à 40%.

Pour toute information ou contribution à ce bulletin, veuillez contacter:
OCHA Bangui, RCA

Laura Fultang- Chargée de l'Information et des Relations avec les donateurs | fultangl@un.org
+236 70 18 80 64
Gisèle Willybiro- Maïdou- Assistante à l'Information | willybiro@un.org
+236 70 18 80 61